

GT-ADI-INT(2021)2

Strasbourg, 17 juin 2021

GRUPE DE TRAVAIL SUR L'INTEGRATION INTERCULTURELLE (GT-ADI-INT)

Information sur les membres du GT-ADI-INT

Conformément au mandat du Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), le Groupe de travail sur l'intégration interculturelle (GT-ADI-INT) est composé de **représentants de dix États membres ayant des connaissances spécialisées en matière d'intégration interculturelle et de gestion de la diversité**, désignés selon une méthode tenant dûment compte de l'équilibre géographique et de l'existence de Cités interculturelles ou de réseaux de Cités interculturelles dans l'État concerné, ainsi que de **représentants de dix pouvoirs locaux qui sont membres à part entière du programme Cités interculturelles**. Une attention particulière est apportée à la représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Les représentants désignés sont les suivants :

REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES

Nom	État membre	Fonctions
1. Agil SHIRINOV	Azerbaïdjan	Recteur de l'Institut azerbaïdjanais de théologie. Professeur assistant au Département d'études religieuses/Institut azerbaïdjanais de théologie.
2. Tom DE BRUYN	Belgique	Adjoint au directeur de l'Agence des affaires intérieures, département de l'égalité des chances, de l'intégration et de l'intégration civique du gouvernement flamand en Belgique
3. Alen TAHIRI	Croatie	Directeur du Bureau pour les droits de l'homme et les droits des minorités nationales du gouvernement croate.
4. Peter KARIUKI	Finlande	Expert, Secrétaire général de l'ETNO, Département de la démocratie et du droit public, ministère de la Justice, Finlande.
5. Nadan PETROVIC	Italie	Professeur - Coordinateur du Centre d'études sur les migrations et les réfugiés.

6. Robert ALAGJOZOVSKI	Macédoine du Nord	Coordinateur national pour l'interculturalisme, Une société unie, le développement de la culture et la coopération interministérielle, Gouvernement de la Macédoine du Nord
7. Pia Buhl GIROLAMI	Norvège	Directrice politique au Département de l'intégration, Ministère de l'éducation et de la recherche.
8. Cecília MENDES	Portugal	Conseillère principale – Haut-Commissariat aux migrations (ACM).
9. Ben Greener	Royaume Uni	Directeur adjoint - Croyance, intégration, communautés, Ministère britannique du logement, des communautés et du gouvernement local

REPRÉSENTANTS DES AUTORITÉS LOCALES

Nom	Autorité locale	Fonctions
1. Sølve SÆTRE	Bergen	Conseiller spécial en diversité. Conseiller en questions politiques relatives aux réfugiés, inclusion des Roms, personnes LGBTI, prévention de la radicalisation, égalité entre les femmes et les hommes et questions confessionnelles, Ville de Bergen, Norvège.
2. Itziar URTASUN	Bilbao	Conseillère en coopération et en coexistence, Ville de Bilbao, Espagne Membre suppléante : Claudia Emmanuel Laredo, Département de la coopération internationale et de la coexistence.
3. Ian DAY	Bradford	Directeur adjoint, services des Actions de proximité et des Usagers, Conseil municipal de Bradford, Ville de Bradford, Royaume-Uni.
4. Şenol DÜLGER	Bursa-Osmangazi	Coordinateur des relations extérieures, Ville d'Osmangazi, Bursa, Turquie.
5. Dionysia AMPATZDI	Ioannina	Conseillère principale du maire de Ioannina en matière de politique sociale et de migration, Ioannina, Grèce.
6. Damien EGAN	(L'Arrondissement londonien de) Lewisham	Maire, Arrondissement londonien de Lewisham, Royaume-Uni. Membre suppléant : Philip Baker, responsable de l'Arrondissement du Réfuge.
7. Nenad BOGDANOVIC	Limassol	Conseiller interculturel, Municipalité de Limassol, Chypre.
8. Krzysztof STANOWSKI	Lublin	Directeur du Centre de coopération internationale de la Ville de Lublin, Pologne.
9. Luca VECCHI	Reggio Emilia	Maire, Ville de Reggio Emilia, Italie.

10. Joanna MARCINKOWSKA	Reykjavik	Spécialiste de l'immigration, service des Droits de l'homme et de la Démocratie, Ville de Reykjavik, Islande.
----------------------------	-----------	---

Biographies

AZERBAÏDJAN

Agil Shirinov est diplômé de la faculté de théologie de l'université d'État de Baku en 2001. Il obtient un master de l'université de Marmara en Turquie en 2003, *avec un mémoire intitulé* « Les groupes extrémistes et leurs doctrines d'après la littérature sur l'histoire des confessions islamiques classiques ». *Il obtient un doctorat de la même université en 2007 avec, pour sujet de thèse, « L'existence et la déité dans la pensée de Nasir al-din al-Tusi ».* *De 2008 à 2018, il a travaillé comme professeur assistant d'histoire des confessions islamiques et de philosophie islamique médiévale à l'université d'État de Baku.* En 2013, il a occupé le poste de *chef* du département de *l'expertise religieuse et des relations publiques* au sein de la Commission nationale sur les associations religieuses de la République d'Azerbaïdjan. Depuis 2016, il travaille comme chef du *département de la prédication* au sein du Conseil musulman du Caucase. Il est actuellement Recteur de l'Institut azerbaïdjanais de théologie en charge de la science et de l'innovation. Il a publié huit livres et plus de 20 articles scientifiques. Il a également donné des conférences sur la tolérance religieuse et les valeurs du multiculturalisme lors de nombreux colloques et symposiums universitaires au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Turquie, au Pakistan, en Russie, en Albanie, au Kirghizistan et dans d'autres pays. Il a participé à de nombreuses actions locales et internationales contre le radicalisme et pour la tolérance religieuse, le multiculturalisme et le dialogue interreligieux.

BELGIQUE

Le Dr **Tom De Bruyn** est l'adjoint au directeur de l'Agence des affaires intérieures, département de l'égalité des chances, de l'intégration et de l'intégration civique du gouvernement flamand en Belgique. Il est titulaire d'un MSC en géographie (VU Bruxelles), d'un MSc en planification du développement (UC Londres) et d'un doctorat en sciences sociales de l'université de Louvain. De 2002 à 2017, il a travaillé comme chargé de recherche principal à l'Institut de recherche pour le travail et la société (Université de Louvain), où il a enseigné et mené des études universitaires et politiques ainsi que des évaluations sur l'intégration, la migration et le développement dans les pays européens, asiatiques et africains. En 2017, il a rejoint l'Agence des affaires intérieures du gouvernement flamand, où il suit les affaires internationales, le racisme et la discrimination, le dialogue confessionnel et l'intégration (en général, et les politiques liées à la culture, au sport, aux médias et à la participation politique en particulier). En outre, il est étroitement impliqué dans la conception, le soutien et le suivi des politiques et des projets nationaux et européens sur la citoyenneté active et partagée, l'intersectionnalité, la polarisation, la décolonisation, l'antisémitisme, le contrôle et l'évaluation. Il est également membre de plusieurs réseaux internationaux concernant l'intégration, tels que le Réseau européen d'intégration, la Consultation intergouvernementale sur les migrations et l'asile et le Partenariat pour l'inclusion. Il a suivi de près les études et les mécanismes de rapport de l'ECRI, du WGPAD, du CERD, de l'UPR, de l'OCDE, du CdE, de l'UE, etc.

CROATIE

Alen Tahiri travaille au Bureau pour les droits de l'homme et les droits des minorités nationales du gouvernement de la République de Croatie (GOHRRNM) depuis 2007. Il a été nommé directeur du Bureau en 2018.

En ce qui concerne l'intégration interculturelle, il préside la *Commission permanente pour la mise en œuvre de la politique d'intégration des étrangers dans la société croate*. Il préside également les réunions du *groupe de travail* multiservices chargé d'élaborer des propositions de documents stratégiques nationaux pour l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale dans la société croate. Le GOHRRNM est l'organe de l'administration centrale chargé de l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale et, en tant que directeur du GOHRRNM, il coordonne les travaux des organes de l'administration centrale, des services gouvernementaux, des collectivités locales et régionales, des organisations non gouvernementales et des autres instances participant au processus d'intégration des demandeurs d'asile et des ressortissants étrangers bénéficiant d'une protection subsidiaire.

Alen est également chargé de coordonner la mise en œuvre des projets dans le cadre d'un programme national cofinancé par le Fonds européen « Asile, migration, intégration » (FAMI) visant principalement à sensibiliser le public et à former les acteurs du processus d'intégration au sein des communautés locales.

Alen est également correspondant national pour les questions d'intégration et membre du Réseau européen d'intégration (REI).

FINLANDE

Peter Kariuki est expert du département de la démocratie et du droit public au sein du ministère de la Justice et Secrétaire général du Conseil consultatif pour les relations ethniques (ETNO), qui est l'organe d'experts établi par le gouvernement central pour mener des consultations et faire avancer, entre autres, les bonnes relations, la démocratie, l'intégration, et les questions liées aux migrations et à la non-discrimination. L'ETNO dispose de sept organes consultatifs régionaux chargés des mêmes tâches au niveau régional.

Auparavant, il a travaillé au sein du département du ministère de l'Intérieur chargé des questions migratoires où il a dirigé un projet national visant à développer l'offre éducative à destination des migrants en vue de leur intégration. Dans le cadre de l'ETNO, il a travaillé dans différents domaines politiques liés aux relations interculturelles, notamment la démocratie, les droits linguistiques, les droits fondamentaux, la sécurité publique, la jeunesse et l'éducation.

Il connaît bien le projet et le laboratoire sur la politique d'intégration inclusive, ayant fait partie de l'équipe qui a accueilli la réunion du laboratoire à Helsinki les 28 et 29 mai 2019. Il connaît les détails du projet de cadre politique du laboratoire et les efforts fournis pour créer une série de normes communes sur la société interculturelle. Les principes fondamentaux de ce cadre politique s'inscrivent dans le droit fil du Cadre des bonnes relations mis en œuvre en Finlande.

ITALIE

Nadan Petrovic est professeur en stratégie de coopération internationale à l'université de La Sapienza de Rome. Il est titulaire d'un **doctorat** (sa thèse portait sur « *l'Histoire de l'asile en Italie depuis la Constitution de 1948 à l'aune du processus d'harmonisation des politiques d'asile de l'UE* », d'un **master** en protection internationale des droits de l'homme de l'université *La Sapienza* de Rome et

d'une **licence de droit** (reconnue juridiquement par la faculté de droit de l'université *La Sapienza* de Rome) de la faculté de droit de l'université de Sarajevo.

Au cours de sa carrière professionnelle, il a occupé plusieurs postes importants tels que : expert du Bureau national de lutte contre la discrimination raciale ; gestionnaire au ministère de l'Intégration ; directeur du Service central du système national de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés (SPRAR) ; chef du Secrétariat central du programme d'asile national (programme relatif à l'accueil, à l'intégration et au rapatriement volontaire des demandeurs d'asile et des réfugiés en Italie élaboré par le ministère de l'Intérieur, le HCR et l'Association nationale des municipalités italiennes) ; expert de l'intégration des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants/chef de l'unité Sid au sein du Bureau de coordination de l'OIM pour la Méditerranée à Rome ; conseiller du sous-Secrétaire d'État du ministère de l'Intérieur chargé de l'immigration et de l'asile, du chef du Département des libertés civiles et de l'immigration du ministère de l'Intérieur et du directeur général de la Coopération au développement du ministère des Affaires étrangères ; et *Rapporteur* du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Il est l'auteur de plusieurs livres et de nombreux articles sur les problématiques migratoires.

MACÉDOINE DU NORD

Robert Alagjozovski est président de l'organisme gouvernemental chargé de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'interculturalisme et une société pour tous, qui est la clé de voûte de la Stratégie nationale d'intégration interculturelle et d'inclusion sociale. Il travaille depuis plus de 20 ans dans le domaine de l'intégration interculturelle et de la gestion de la diversité, comme gestionnaire de projets indépendant, chercheur et militant de la société civile. Depuis 2016, il fait également partie de la Commission du programme des socio-démocrates chargée d'élaborer le cinquième pilier relatif à une société pour tous du programme électoral de 2016.

Ministre de la Culture en 2017-2018, il a notamment été chargé de veiller au bon développement du Service interculturel dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la culture 2018-2022.

En 2018, il est devenu coordinateur national du processus d'élaboration de la Stratégie gouvernementale pour l'interculturalisme et une société pour tous. Tant la rédaction que la mise en œuvre de cette stratégie requièrent des compétences étendues dans le domaine de la coopération à divers niveaux, dès lors que la stratégie contient des mesures déployées dans sept domaines (droit, éducation, administration locale, culture, médias, jeunesse, cohésion sociale) et implique de multiples ministères, bureaux, directions et autres institutions de l'État. Cette stratégie suppose également de mettre en œuvre des mesures coordonnées avec les municipalités locales et la ville de Skopje.

À l'heure actuelle, le premier quart du programme a été mis en œuvre. L'une des actions actuellement en cours est le processus d'adhésion de la ville de Skopje au réseau des Cités interculturelles et la création d'un réseau national des Cités interculturelles. Il a participé à la réunion du laboratoire sur la politique à Limassol, à Chypre, où il a partagé son expérience et son expertise en la matière.

Les expériences passées de Robert Alagjozovski montrent ses compétences managériales et, en matière de recherche, son intérêt pour les projets portant sur l'interculturalisme, l'égalité hommes-femmes, la diversité et la jeunesse. Il a notamment participé aux projets suivants : le projet « Confluent marges » mené par l'ONG *Kontrapunkt* (2003-2007) sur la décentralisation culturelle et l'apaisement des tensions interethniques dans la période d'après conflit, encourageant la coopération et les échanges culturels dans des quartiers homogènes sur le plan ethnique et des zones de cohabitation interethniques en Macédoine du Nord, financé par la Direction suisse du développement

et de la coopération ; le projet « Développement durable dans un monde de la diversité, nouvelles formes de citoyenneté et d'identité culturelle » (2005-2010) mené par le Réseau européen des gestionnaires de projets culturels Oracle, basé à Bruxelles ; le projet régional de l'ONG Esperanza « From diaspora to diversity » portant sur les pratiques régionales et européennes et impliquant des études de recherche sur la gestion de la diversité, les diasporas, le nomadisme et la mobilité, soutenu par la Commission européenne.

NORVÈGE

Pia Buhl Girolami est directrice politique au Ministère de l'éducation et de la recherche, Département de l'intégration. Elle dispose d'une expérience de plus de 20 ans dans l'élaboration et dans la mise en œuvre de politiques d'intégration au niveau national. Elle a commencé sa carrière au sein de la Direction norvégienne des migrations (UDI) et, depuis lors, a occupé des postes de grade élevé et mis en œuvre des politiques d'intégration au sein de cinq ministères ainsi que de la Direction de l'intégration et de la diversité (IMDi). Pia Buhl Girolami a été chargée d'élaborer plusieurs plans d'action et livres blancs sur les politiques d'intégration pour le parlement norvégien. En tant que directrice générale adjointe et cheffe de service au niveau de plusieurs ministères et directions, elle a notamment été responsable des politiques à destination de la société civile et de leur rôle dans les processus d'intégration et d'inclusion.

Elle est membre du Réseau européen d'intégration (REI) depuis plusieurs années et a participé au groupe de travail « Integration Futures » de l'Institut des politiques migratoires de 2016 à 2019.

Elle est titulaire d'un master en sciences politiques de l'université d'Oslo en Norvège, spécialisée en théorie politique et en relations entre l'État et les individus, en particulier pour ce qui touche aux politiques d'intégration.

PORTUGAL

Cecília Mendes est diplômée en psychologie (études sur cinq ans ; diplômée de l'ISPA, Institut supérieur de psychologie appliquée, Lisbonne, Portugal). Elle a suivi une formation postuniversitaire en communication et marketing de contenu – stratégie de marketing de contenu dans l'environnement numérique (Université catholique du Portugal).

Elle est membre du Comité consultatif du plan national pour l'alphabétisation des adultes, représentant le Haut-Commissariat aux migrations.

Elle a participé aux groupes de travail suivants :

- groupe de travail sur le profil de médiateur interculturel - niveau 4 (Cadre européen des certifications),
- groupe de travail sur la campagne de la Commission pour l'égalité et contre la discrimination raciale (CICDR) marquant la Journée internationale de lutte pour l'éradication de la discrimination raciale,
- groupe de travail sur l'élaboration de la Charte portugaise de la diversité,
- groupe de travail sur l'insertion professionnelle mis en place dans le cadre de la Charte portugaise de la diversité,
- groupe de travail sur l'Agenda européen des migrations visant à définir le contenu de la formation « demandeurs de protection internationale et bénéficiaires : traumatisme, religion et culture »
- groupe de travail sur la Stratégie nationale d'éducation pour le développement (ENED), mené par l'Institut Camões

- groupe de travail visant à sensibiliser les associations de migrants pour qu'elles encouragent l'inscription des migrants sur les listes électorales, en collaboration avec le secrétariat général du ministère de l'Administration interne.

Cecília Mendes exerce des fonctions dans les domaines de l'éducation et de la formation des adultes, de l'emploi et du dialogue interculturel et interreligieux.

ROYAUME UNI

Ben Greener travaille depuis 2016 pour le ministère du Logement, des Communautés et du Gouvernement local du gouvernement britannique. Avant cela, il a passé dix ans à travailler dans le domaine de la rénovation gérée par les communautés et des stratégies de réaménagement local, pour une série d'ONG et de branches du gouvernement britannique. M. Greener est titulaire d'un premier diplôme en histoire, d'une maîtrise en gestion culturelle et d'un diplôme d'études supérieures en rénovation et planification urbaines.

M. Greener est actuellement à la tête d'une grande division fortement axée sur l'intégration interculturelle, la gestion de la diversité et la coopération à plusieurs niveaux : la stratégie du gouvernement britannique en matière de communautés intégrées - leadership et collaboration étroite au sein du gouvernement pour faire avancer une nouvelle stratégie et un plan d'action associé afin de soutenir l'engagement du gouvernement à construire des communautés intégrées fortes où les gens - quelle que soit leur origine - vivent, travaillent, apprennent et socialisent ensemble, sur la base de droits, de responsabilités et d'opportunités partagés ; Zones d'intégration locale - engager (et défier, si nécessaire) les dirigeants régionaux et les communautés à identifier des priorités communes et à s'engager dans des visions stratégiques claires et à long terme pour rassembler les communautés divisées dans les zones confrontées à des défis d'intégration ; Plan d'action pour l'intégration - forte expérience de travail à plusieurs niveaux et avec plusieurs parties prenantes pour produire et ensuite faire progresser le Plan d'action pour l'intégration du gouvernement britannique, qui contient une série de mesures intergouvernementales pour soutenir l'engagement du gouvernement à construire des communautés intégrées fortes.

Il possède également une grande expérience de le renouvellement social et économique, notamment dans les zones post-industrielles. Pour la Loterie nationale britannique, Il a dirigé le développement d'un fonds de 150 millions de livres sterling destiné à rénover les quartiers délaissés et abandonnés, qui a permis de financer des projets en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. En outre, dans le cadre de ses études sur la rénovation urbaine, il a été invité à se rendre dans la vallée de la Ruhr en Allemagne, afin d'entreprendre des recherches sur les politiques socio-économiques utilisées pour revitaliser la région.

Plus récemment, M. Greener a dirigé l'échange de connaissances interculturelles entre les gouvernements britannique et italien - en organisant des visites d'étude sur le terrain en Sicile et à Turin et en accueillant des collègues du gouvernement italien et d'ONG à Walsall et Blackburn au Royaume-Uni, pour échanger des connaissances avec des partenaires impliqués dans l'expérience d'intégration européenne. M. Greener souligne également que le Royaume-Uni compte huit Cités interculturelles (dont Bradford, qui fait partie des zones d'intégration du gouvernement britannique) et un réseau national de CCI.

BERGEN, NORVEGE

Sølve Sætre est titulaire de deux maîtrises en Sciences politiques de l'Université de Bergen en Norvège et de l'Université de Lancaster au Royaume-Uni. Il travaille dans le domaine de l'immigration et de

l'intégration depuis 2001, tant au niveau national que local. Jusqu'en 2011, il travaillait au niveau national, notamment à la réinstallation des réfugiés. Depuis 2011, il travaille pour la Ville de Bergen en qualité de conseiller spécial pour la collectivité locale – actuellement au sein du service de la Culture, de la Diversité et de l'Égalité. Ses attributions comprennent les questions politiques relatives aux réfugiés, l'inclusion des Roms, les personnes LGBTIQ, la prévention de la radicalisation, le dialogue interreligieux et d'autres questions de diversité. M. Sætre a également élaboré le plan interculturel de Bergen. Il œuvre en ce moment en faveur d'un large éventail de projets, comme le projet de recherche sur la situation des migrants sans papiers dans les principales villes de Norvège. D'autres projets en cours concernent l'élaboration d'un nouveau plan de lutte contre le discours de haine à l'encontre des musulmans, l'organisation d'une conférence universitaire internationale sur l'égalité entre hommes et femmes et un programme de tutorat pour les migrants désireux de poursuivre des études supérieures. Il participe également à des projets réalisés en Roumanie sur l'inclusion de la minorité rom – actuellement avec la ville de Cluj.

BILBAO, ESPAGNE

Itziar Urtasun est conseillère en coopération et coexistence au sein du Conseil municipal de Bilbao. Au cours des dix dernières années, elle a poursuivi sa carrière politique en dirigeant les politiques locales, dans le domaine de la participation et des districts, le domaine des festivals et des spectacles publics, le domaine de l'égalité, de la coopération, de la coexistence et des festivals ; elle dirige actuellement le domaine de la coopération et de la coexistence à la Ville de Bilbao.

Ces dernières années, elle a dirigé en qualité de responsable de la Politique locale d'immigration la conception, le développement et l'exécution du Deuxième Plan municipal pour la citoyenneté et la diversité de la Ville de Bilbao, un instrument stratégique dont la conception est conforme au programme « Cités interculturelles », qui intègre des actions menées dans différents domaines d'intervention et dont les résultats ont permis à la Ville de Bilbao d'améliorer son positionnement dans l'index des Cités Interculturelles. Elle a également été pendant 20 ans la coordinatrice de la jeunesse du Conseil provincial de Biscaye. Sa formation a débuté à l'Université de Salamanque, où elle a obtenu le titre officiel d'animatrice socioculturelle ; elle est diplômée en secrétariat de gestion et a suivi une formation spécialisée dans les domaines de la jeunesse, de la participation et de la citoyenneté.

BRADFORD, ROYAUME-UNI

Ian Day. Né en 1966, Ian a passé la plus grande partie de son enfance au Kenya, en Afrique de l'Est, avant de retourner à Bradford pour terminer ses études.

Ian a travaillé pour le Conseil municipal de Bradford pendant la majeure partie de sa vie professionnelle, où il a dirigé le service des Parcs et Forêts et le programme de transformation des entreprises ; depuis 2014, il est directeur adjoint responsable des communautés et mène des actions en faveur de la diversité et de l'intégration, de la sécurité communautaire et de l'environnement. Il est actuellement responsable stratégique de l'une des cinq zones pilotes « Communautés intégrées » du Royaume-Uni.

En qualité de directeur adjoint, Ian gère les actions de proximité de cinq circonscriptions parlementaires, en dirigeant une équipe de 600 personnes aux compétences techniques et opérationnelles variées, notamment l'engagement communautaire, les équipes « Communautés intégrées et renforcées » du Conseil municipal, les travailleurs de jeunesse, la sécurité communautaire, les crimes de haine et la prévention de l'extrémisme violent. Ian dirige l'action menée

avec le secteur bénévole et communautaire et la participation des communautés ; il permet en particulier aux groupes sous-représentés de se faire entendre et d'être pris en compte.

Ian est membre de l'équipe de direction du Conseil municipal ; il agit au niveau stratégique au sein du Conseil et auprès des organisations partenaires, ainsi qu'avec les services gouvernementaux. Il œuvre passionnément en faveur de l'égalité et de la nécessité de donner à chacun la possibilité de se réaliser pleinement.

BURSA-OSMANGAZI, TURQUIE

Şenol Dülger est coordinateur des affaires internationales de la Ville d'Osmangazi, qui se montre très active sur diverses plateformes internationales, notamment le projet « Villes saines » de l'OMS et EUROCITIES (Réseau des grandes villes européennes).

Il est l'unique contact et responsable politique en exercice des services sociaux et culturels.

Il travaille pour les collectivités locales depuis plus de 15 ans et a participé à un grand nombre de projets sociaux, notamment à propos des jeunes, des femmes, des personnes handicapées et des migrants.

IOANNINA, GRÈCE

Dionysia Ampatzidi est depuis 15 ans une chercheuse en sciences sociales dévouée et expérimentée, qui œuvre auprès des groupes de personnes vulnérables et marginalisées en faveur de l'intégration sociale et de la justice sociale. Elle est née et a grandi à Ioannina (Épire) dans une famille d'anciens réfugiés, ce qui l'amène à défendre et à promouvoir les droits des personnes vulnérables.

Depuis 2005, Dionysia a pris part à un nombre important de projets sociaux, qui contribuent à renforcer la politique sociale à Ioannina. Plus précisément, elle a coordonné la conception, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme Structures sociales de lutte immédiate contre la pauvreté de la Ville de Ioannina. En outre, elle a coordonné, en sa qualité de membre du Conseil scientifique de l'Organisation de la protection sociale, des actions préscolaires et de solidarité pour l'intégration des migrants, le Centre d'accueil des femmes victimes de violences, le Centre de jour pour personnes âgées et le projet d'intervention dans la prison d'État de Stavradi.

En outre, elle a coordonné de nombreux programmes éducatifs, ateliers et campagnes de sensibilisation du personnel et de la population locale à la diversité, à la justice sociale et à l'intégration sociale.

Elle a travaillé en qualité d'agent international et national pour le HCR. Elle a rejoint le HCR (Bureau de l'Unité de Ioannina) en 2016, une période cruciale pour la région de l'Épire, puisque les autorités locales ont dû gérer des arrivées soudaines de réfugiés et de demandeurs d'asile sans moyens et sans expérience préalable. Dionysia supervisait l'équipe de protection du HCR et assumait la fonction de correspondante pour la protection des enfants, la violence sexiste et le réseau de signalement des violences racistes. En outre, elle a coordonné les mesures humanitaires collectives des différents acteurs et a assuré la liaison avec les autorités et les communautés locales par l'intermédiaire de la réunion de coordination interinstitutionnelle régionale et du groupe de travail sur les actions de protection de l'Épire.

Elle est actuellement conseillère principale du maire en matière de politique sociale et de migration de la Ville de Ioannina, où elle conçoit et met en œuvre les stratégies locales d'intégration des migrants et des populations marginalisées.

(L'Arrondissement londonien de) LEWISHAM, ROYAUME-UNI

Damien Egan. L'arrondissement de Lewisham présente l'une des plus grandes diversités de l'une des villes les plus dynamiques du monde. La ville est fière de sa tradition de défense des droits des personnes migrantes, qu'il s'agisse d'accueillir la « génération Windrush » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou de faire campagne pour les droits des enfants réfugiés non accompagnés.

En sa qualité de maire de Lewisham, Damien a supervisé l'action menée pour que son arrondissement soit reconnu comme un sanctuaire, qui protège les droits de toutes les personnes migrantes, et demandeuses d'asile et les personnes réfugiés. Sa ville a renforcé également son programme de réinstallation des réfugiés, qui est le plus important de Londres et l'un des plus ambitieux du Royaume-Uni. Damien a par ailleurs pris des initiatives pour diversifier le calendrier municipal multiconfessionnel de Lewisham, afin que les événements qui se déroulent dans l'arrondissement soient davantage le reflet de ses communautés.

Lewisham a été l'un des premiers conseils municipaux à rejoindre le réseau des Cités interculturelles (ICC) et reste le seul à Londres. Damien sera ravi de travailler avec d'autres villes au sein du Groupe de travail sur l'intégration interculturelle, en vue d'élaborer un cadre pour l'intégration interculturelle. Il pense que le fait de partager cette vision positive avec d'autres villes britanniques et de les encourager à suivre le mouvement, en particulier après le Brexit, contribuera à faire en sorte que le Royaume-Uni reste un pays européen tourné vers l'extérieur.

LIMASSOL, CHYPRE

Nenad Bogdanovic est un travailleur culturel, social, de jeunesse et d'éducation, militant et musicien chypriote né en Serbie. Issu lui-même de l'immigration, il oriente ses activités professionnelles vers le dialogue, la mobilité et les projets d'intégration aux niveaux local, national et international.

Nenad est actuellement Conseiller interculturel de la Ville de Limassol, qui est membre du réseau des Cités interculturelles du Conseil de l'Europe. Il coordonne la réalisation de la Stratégie interculturelle de Limassol 2018-2020. À ce titre, il a participé au 3e Laboratoire de politique d'intégration à Helsinki et a fourni un soutien logistique au 4e Laboratoire de politique d'intégration, qui s'est tenu en novembre 2019 à Limassol. Il est également directeur de l'organisation à but non lucratif [Euro-Arab Youth Music Centre](#), à Limassol.

Après avoir obtenu son diplôme de l'école de musique de sa ville natale, Kragujevac, il a étudié la musique classique à l'Académie nationale de musique d'Ukraine à Kiev. Il est également titulaire d'une maîtrise en gestion culturelle de l'Université de Northumbria (Royaume-Uni).

De 2004 à 2013, Nenad a été directeur général de diverses organisations culturelles locales et nationales, notamment la Fondation de l'Orchestre symphonique de Chypre et le Mouvement culturel Epilogi, où il a géré un certain nombre de projets internationaux dans les domaines de la culture, de la jeunesse et de l'intégration, financés par l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et les autorités nationales. Il a été nommé responsable du [Creative Europe Desk](#) (2016-2017) et du Europe for Citizens Point (2017) pour Chypre ; il est également le représentant de Chypre au sein du Groupe de travail des experts de la MOC sur les industries créatives et culturelles, l'entrepreneuriat et l'innovation, coordonné par la [Commission européenne](#) (2017-2018). Nenad a siégé aux conseils d'administration d'organisations culturelles internationales, comme le [Conseil européen de la musique](#) (2013-2016) et [Jeunesses Musicales International](#) (2008-2013, 2019).

Nenad parle couramment le serbe, le grec, l'anglais, le russe et l'ukrainien.

LUBLIN, POLOGNE

Krzysztof Stanowski a été dans les années 80 membre actif de l'organisation clandestine Solidarité, prisonnier politique et cofondateur du scoutisme indépendant en Pologne. Il est depuis 1989 cofondateur et dirigeant de diverses organisations non gouvernementales, dont la fondation Education pour la démocratie et le groupe Zagranica. Formateur et éducateur expérimenté en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Mongolie, il est également l'auteur de nombreux programmes éducatifs et publications sur la gestion des ONG et l'éducation civique. Il a été coordinateur de programmes de coopération en faveur du développement durable et de programmes de soutien à la démocratie en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Afrique, membre du Comité directeur de Civitas International et du Mouvement mondial pour la démocratie et titulaire d'une bourse Ashoka. Sous-secrétaire d'État aux ministères polonais de l'Éducation (2007- 2010) et des Affaires étrangères (2010-2011) chargé de la coopération en faveur du développement, il a également été vice-président du Conseil de la coopération polono-allemande pour la jeunesse et président du Fonds de solidarité PL, l'Agence polonaise de soutien à la démocratie (2012-2017).

Depuis 2013, il est co-organisateur du soutien polonais à la Révolution de la Dignité en Ukraine, cofondateur et membre du comité Solidarité avec les citoyens d'Ukraine. Défenseur d'une approche interculturelle des politiques locales, il participe activement à toutes les activités entreprises dans le cadre du programme « Cités interculturelles ». Représentant de Lublin au Laboratoire de politique d'intégration inclusive, il est profondément engagé dans le dialogue avec les minorités de Lublin.

REGGIO EMILIA, ITALIE

Lucca Vecchi est né et a grandi à Reggio Emilia, il est marié et père d'un fils. Titulaire d'une maîtrise en gestion des entreprises de l'Université de Modène et de Reggio Emilia, il a été auditeur agréé avant d'être élu maire.

Sa carrière politique a débuté en 2004, en qualité de conseiller municipal, élu de la gauche démocratique. Il a été réélu conseiller municipal en 2009, en qualité de membre du Parti démocrate. De 2007 à 2014, il a été chef de groupe du Parti démocrate. En juin 2014, soutenu par le centre-gauche, il a été élu pour la première fois maire de Reggio Emilia. Le 19 juin 2019, il a été réélu maire de Reggio Emilia.

Son fort engagement politique ne se limite pas à la seule dimension locale : il joue un rôle important au sein de l'ANCI, l'Association nationale des villes italiennes, en qualité de responsable des politiques sociales et d'aide sociale.

Sa passion pour le sport, qui remonte à son passé d'athlète, l'a aidé à prendre conscience des inégalités et des discriminations qui peuvent survenir dans les activités sportives et à prendre des mesures pour y remédier. Il croit fermement au rôle d'intégration sociale du sport. Cette sensibilité, associée à son engagement personnel en faveur des droits humains, a permis à sa ville de créer une situation unique, tel qu'illustré par la visite au camp de concentration d'Auschwitz, où un millier d'étudiant-e-s des lycées de Reggio Emilia étaient présent aux côtés de l'évêque, de l'imam et du rabbin de sa collectivité locale. Cette visite a été organisée dans le cadre de l'un des Voyages de la Mémoire promus chaque année par notre Institut d'histoire locale de la Résistance. La communauté LGBTQ a également bénéficié de son attention et de son soutien : après l'adoption de la nouvelle loi nationale sur les unions civiles, il a eu l'honneur de célébrer les premiers mariages italiens entre personnes du même sexe et de contribuer à la promotion du premier « protocole d'homotransnégativité » signé par la Ville et par d'autres institutions du pays.

REYKJAVIK, ISLANDE

Joanna Marcinkowska. Si l'intérêt pour les droits de l'homme et la sensibilisation à ces questions ont augmenté au cours des dernières décennies, le fait de travailler au cœur de la politique en matière de droits de l'homme de Reykjavik permet d'envisager différemment l'existence et les situations qui vous entourent. Cette prise de conscience est parfois effrayante, car vous côtoyez quotidiennement l'injustice. En qualité d'immigrée, vous vivez l'intégration dans votre chair. Cela vous donne un aperçu plus large de la situation et vous distinguez plus clairement l'action qu'il convient de mener.

Le fait d'avoir commencé sur le terrain en qualité d'interprète communautaire, puis d'être devenue conseillère pour les migrants, l'a permis de mieux comprendre le cœur des problèmes qu'ils doivent surmonter. Un projet en faveur des migrants sans-abri m'a également permis de mieux comprendre les groupes les plus défavorisés.

Depuis 2017, elle travaille à la mise en œuvre d'une politique d'intégration inclusive des personnes migrantes dans la ville de Reykjavik, en qualité de Conseillère principale et spécialiste au sein du service des Droits de l'homme et de la Démocratie. Ses principales tâches consistent à diriger et à superviser la mise en œuvre de la politique d'immigration et du plan d'action stratégique de la ville, à concevoir et à gérer des projets et des initiatives de développement aux niveaux local et national, par exemple pour les ministères, les autres services de la ville et les ONG locales. Mais son action a surtout privilégié l'intégration des migrants dans toutes les décisions et politiques de la Ville de Reykjavik.